

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21888 - 81ÈME ANNÉE

Le PCR dans la lutte avec les syndicats

Grève générale du 2 octobre : mobilisation contre l'austérité, la lutte continue !



Ce jeudi 2 octobre, Saint-Denis a résonné des mots d'ordre de celles et ceux qui luttent. À l'appel de l'intersyndicale, des centaines de manifestants ont pris la rue pour dénoncer les coupes budgétaires et la stratégie d'austérité que le gouvernement tente d'imposer. À Saint-Pierre également, la contestation s'est fait entendre.

Le message adressé à Sébastien Lecornu est clair : il doit entendre que le peuple ne veut ni de la réforme de l'assurance chômage, ni du report de l'âge de départ à la retraite à 64 ans, ni des mesures qui sacrifient toujours les mêmes au nom d'une prétendue rigueur. Cette rigueur n'est qu'un autre mot pour dire injustice.

Syndicats, étudiants, retraités : l'unité fait force

Dans les rangs du cortège, toutes les forces vives s'étaient

donné rendez-vous : la CGTR, la FSU, la CFDT, FO, la CFTC, l'Unsa, l'Union étudiante 974, le Saiper, la CFE-CGC. À leurs côtés, les retraités de la fonction publique, Attac, et le PCR, rappelant que la lutte sociale est un combat collectif. Pendant deux heures, les manifestants ont marché jusqu'à la préfecture, symbole d'un pouvoir lointain qui décide sans consulter.

« On reste mobilisés » : la détermination intacte

Les mots d'ordre répétés sur la route n'ont laissé aucune ambiguïté : « On reste mobilisés ». Derrière ces mots simples se cache une conviction : la détermination ne faiblira pas tant que les droits des travailleurs et des étudiants seront piétinés. La colère contre le gouvernement est profonde, mais elle s'accompagne d'une force : celle de l'unité. Les visages des manifestants, jeunes et anciens, salariés et retraités, disent la même chose : nous refusons d'être réduits à des variables d'ajustement.

L'histoire le prouve : les droits s'ar- rachent

Car derrière les chiffres froids d'un budget, il y a des vies. Chaque coupe, chaque réforme injuste, ce sont des familles qui s'inquiètent pour demain, des jeunes qui voient leur avenir s'assombrir, des anciens qui redoutent de finir leurs jours dans la précarité. La politique menée aujourd'hui est un choix : celui de faire payer les plus fragiles pour préserver les privilèges de quelques-uns. Et face à ce choix, la rue oppose une autre voie : celle de la justice sociale, de la dignité et de la solidarité.

Le 2 octobre est un nouveau signal. Les syndicats et les

forces progressistes savent se rassembler pour dire non. Non à l'austérité. Non au mépris. Non à la régression sociale. La lutte continue, et chaque nouvelle attaque du gouvernement trouvera la même réponse : l'organisation, la mobilisation, la rue. C'est là, et seulement là, que se construit le rapport de force.

M.M.

Nos peines

Pour « des recrutements massifs et la création de postes pour l'Hôpital Public, les EHPAD, et dans le secteur Social et Médico -social »

La Fédération Santé et Action Sociale CGTR a tenu son congrès le 27 septembre 2025 à Sainte-Suzanne. À l'issue de ce congrès, c'est une direction de 24 membres, de femmes et d'hommes, issus des secteurs sanitaire, médico-social et social qui a été élue à la Commission Exécutive Fédérale. Gabriel Melade a été élu, au terme du Congrès, Secrétaire Général de la Fédération Santé et Action sociale CGTR.

Le congrès a été l'occasion de faire le bilan de l'activité syndicale de la CGTR Santé des années écoulées bien sûr, mais surtout décider collectivement notre feuille de route pour les 4 années à venir.

Le congrès a aussi permis de préparer des échéances importantes, dont celles des élections professionnelles dans les trois versants de la Fonction Publique ; élections au cours desquelles les professionnels de la Fonction Publique Hospitalière auront à désigner leurs représentants du personnel. Les salariés auront besoin d'une CGTR forte pour porter leurs revendications, seule rempart à la logique de financiarisation des Hôpitaux et de

la casse des Services Publics souhaitée par le Gouvernement.

La Fédération réaffirme qu'elle ne sera jamais « partie prenante » de la démolition de notre système de santé et de sa privatisation.

La Fédération Santé et Action Sociale CGTR revendique :

- Un plan massif de recrutement. La CGTR demande des recrutements massifs et la création de postes pour l'Hôpital Public, les EHPAD, et dans le secteur Social et Médico -social.
- La titularisation des contractuels de la Fonction Publique Hospitalière sur les postes vacants et de cédésation dans le privé.
- L'augmentation du point d'indice de 10 % et une augmentation de salaire de 300 euros immédiate pour toutes les catégories pour rattraper la perte suite au gel du point d'indice.
- L'augmentation des indemnités de nuit, des dimanches et jours fériés.
- Un plan de formation permettant à tous les salariés et agents du Service Public de toutes catégories de se former.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Discussions pour le prochain gouvernement

Pas de manifestation à Antananarivo ce 2 octobre



Hier, à l'occasion de la Journée internationale contre la violence, les dirigeants de la Génération Z ont choisi le silence : aucun appel à manifester, comme pour soigner leur image vis-à-vis de l'étranger. Pourtant, dans les provinces, des milliers d'étudiants ont défié cet ordre montrant leur refus de toute manipulation politique.

Face à cette situation, la majorité parlementaire tente l'ouverture. Le groupe Irmar plaide pour un gouvernement d'ouverture et une nomination rapide du Premier ministre, espérant contenir la crise par une inclusion élargie. Mais cette stratégie semble bien fragile. Le Firaisankina, principale coalition d'opposition, campe sur une ligne dure : pas question de rejoindre un gouvernement dont ils contestent la légitimité. Leur exigence est claire : écouter les revendications de la rue. Il faut laisser les chefs de Gen Z contrôler un espace dans la capitale et les consulter avant toute décision.

Mais comment négocier avec des dirigeants qui refusent la logique institutionnelle ? Ils veulent un changement de pouvoir immédiat, sans élections.

Eau et électricité : mesures concrètes à Antananarivo

Pendant que le pays s'enlise dans cette impasse politique, des mesures concrètes sont prises pour améliorer l'accès à l'eau et à l'électricité. Vingt-cinq générateurs temporaires viennent d'être installés pour sécuriser l'approvisionnement en eau d'Antananarivo, 15 000 litres de carburant achetés chaque jour pour éviter les coupures d'électricité à Antananarivo.

M.M.

Oté

In vré lindépendanss bann zansien koloni ? A bien rogardé, lé pa sir pou vréman

Mézami dopi dann bann zané 1960, lo mond antyé la dékolonizé kissoi pars la fé la guèr, kissoi pars lansien péi kolonizatèr la done son akor, kissoi pars bann pèp la vote pou lindépendans. Donk pou nou, konm pou bonpé d'moune konm bann péi la lé indépendan ni panss zot lé indépendan pou vréman.

Lé vré zot néna zot Présidan, zot roprézantan, zot prézanss dann lo konsèr bann nassion, zot shanté nassyonal, zot drapo, zot shanté nassyonal, zot l'armé épi zot roprézantassion dann bann zinstitissyon internassyonal. Donk pou nou, in bon bouste tan, nou la panss zot lété vréman indépendan.

In pé dan la bann la dévlopé korèktoman konm koté nou lil Maurice... In pé i di bann zansien koloni bann zanglé la pliss dévlopé ké bann zansien koloni La franss.. Mi di sa konmsa mé dann la réalité i fodré étidyé péi par péi pou oir sak la bien profité zot indépendanss épi sak la pa bien profité. Mi arête la pars sirèsèrtin konm mi koné bann léktèr témoignages zot lé bien kapab fé la par dé shoz.

Sak mwin lé sirsé ké bann zansien koloni La franss konm bann péi l'afrik dé l'ouest la trimé pou sèye gingn zot vré lindépendanss mé zot ka lé ankor difissil zordi.. Si ni anparl lo fran cfa nou lé dann in ka lansien kolonizatèr la vni lo patron la moné lo bann péi ni apèl indépendan..é k'zot lé pa pou vréman.

Si ni kroi in lansien présidan konm Jacques Chirac La franss la bien profite lindépendanss bann péi té son bann zansien koloni é sé par zot ké La franss néna son linportanss dann lo konsèr bann nassion.. Zordi néna boulvèrsman dann la késtyon larzan épi dann la késtyonn bann zalyanss internassyonal bann péi la. Donk sé in késtyon a suiv.

Ni pé dir bann péi la, si zot la bénéfissyé la kopérassion, zot lété pa gagnan vréman dann zot ékonomi épi zot dévlopman. Mi panss ni pé dir lindépendanss bann zansien koloni lété pa in kontra gagnan-gagnan é ziska zordi néna ankor in pé lé a la trène késtyonn nivo d'vi, késtyonn dévlopman.

Néna dé shoz a rovoir.. ; A bon antandèr salu.

Justin